

Après le morcellement de l'Allemagne par le Traité de Versailles, tous les gouvernements allemands ont essuyé le refus de résoudre ces problèmes par des moyens pacifiques. Le Gouvernement national-socialiste lui-même s'est efforcé, après 1933, d'obtenir par des moyens pacifiques la rectification des pires erreurs commises en vertu du Traité de Versailles.

Tout d'abord, ce fut le Gouvernement britannique qui rendit impossible, par son attitude intransigeante, toute révision pratique.

N'eût été l'ingérence du Gouvernement britannique, le peuple allemand et son Gouvernement ont la conviction qu'il aurait été possible pour l'Allemagne et la Pologne d'en arriver à un arrangement satisfaisant et de trouver une formule équitable pour les deux parties, car l'Allemagne n'a jamais voulu ni jamais demandé l'anéantissement de la Pologne.

L'Allemagne a uniquement recherché la révision des clauses du Traité de Versailles que les hommes d'Etat de partout estimèrent, dès la promulgation des dictées de Versailles, aussi intolérables pour une grande nation que préjudiciables aux intérêts politiques et économiques de l'Europe orientale, intolérables à la longue et, dès lors, impossibles à exécuter.

Les hommes d'Etat britanniques étaient donc d'accord avec ces déclarations lorsqu'ils affirmaient que la solution imposée de force à l'Allemagne dans l'Est ne saurait que conduire à de nouvelles guerres. C'est afin de parer à un tel danger que tous les gouvernements allemands, et particulièrement le gouvernement populaire actuel national-socialiste, ont toujours recherché une solution au problème.

La responsabilité d'avoir fait obstacle à une telle révision pacifique doit retomber sur la politique du cabinet britannique.

Posant ainsi un acte sans précédent dans l'histoire, le Gouvernement britannique a revêtu le Gouvernement polonais du plein pouvoir de faire tout ce que la Pologne envisagerait. Le gouvernement britannique a donné au Gouvernement polonais l'assurance qu'il pourrait, quelles que soient les circonstances, recourir à des mesures de défense en face de toute provocation. Le cas échéant, le Gouvernement britannique s'est engagé à donner son appui militaire à la Pologne.

Dès lors, il s'est établi en Pologne sur la population des territoires disjoints de l'Allemagne, et surtout sur la population allemande qui s'y trouve, un régime de terreur qui devint intolérable.

La ville libre de Dantzig, surtout, subit un traitement en contradiction avec toutes les stipulations légales, au point de vue économique, tout d'abord, et ensuite dans le domaine de la politique douanière, allant même jusqu'à être menacée de destruction, pour n'aboutir enfin qu'à une sujétion complète, au point de vue militaire, et à l'isolement quant aux communications avec l'extérieur.